



DECLARATION LIMINAIRE
CHS-CT DU 19 SEPTEMBRE 2017

Monsieur le Président,

Le 06 juillet dernier, Mr DARMANIN, ministre de l'Action et des Comptes Publics a confirmé :

- le gel du point d'indice des fonctionnaires pour 2018,
- le rétablissement du jour de carence dans la Fonction Publique
- la suppression de 120 000 postes d'agents publics
- la réduction des budgets des ministères, à commencer par le notre, 268 millions d'euros de crédits.

Les réorganisations à répétition, les suppressions de postes, les augmentations des charges de travail, le manque de moyens financiers, autant de facteurs qui aggravent les conditions de travail des agents et amplifient leur souffrance, comme l'attestent, depuis des années, les résultats de l'observatoire interne ainsi que les rapports annuels des acteurs de prévention.

Un mauvais climat s'est installé dans les services. Les services sont exsangues, pour ne pas dire à l'os.

Pour **FO Finances13**, les suppressions d'emplois sont l'origine essentielle de la dégradation des conditions de travail. Il est plus que temps de reconnaître la relation de causes à effets entre l'élévation des risques psycho-sociaux et les suppressions d'emplois, car ce lien n'échappe désormais plus à personne, si ce n'est à notre Directeur Général.

A titre local, **FO Finances13** se pose, légitimement, la question concernant les vœux émis lors des séances plénières de ce CHS-CT. La présidence n'ayant, manifestement, pas de position établie, il est devenu habituel de se réfugier derrière la transmission de ces vœux aux autorités désignées, pompeusement, compétentes.

Malheureusement, comme dans le conte de Charles Perrault, on ne voit, souvent « **rien revenir** ». On peut se demander si cette démarche a encore une quelconque utilité et si elle ne fait pas partie des subterfuges habituels employés pour « **noyer le poisson** ».

FO Finances13 fustige la position de façade affichée par les différentes directions, ici présentes, sur les sujets **d'hygiène et de salubrité publique**.

Nous demandons que cesse les déclarations vertueuses énoncées d'un ton martial et que

de réelles solutions soient apportées. Pour exemple, nous dénonçons l'état scandaleux des abords des bâtiments de la DGFIP (Prado, Bordes, Liandier), ainsi que l'état des quais et des cheminements périphériques du port de Brégaillon.

Nous espérons que ce désintérêt de circonstances soit de courte durée, et qu'une réorganisation des priorités budgétaires vis à vis de l'amélioration du cadre de travail, de la prévention des risques potentiels, de la promotion de la santé des travailleurs, de la protection de l'environnement ainsi que l'encouragement d'un développement sûr et durable, fasse l'objet d'un fil conducteur des mois à venir.

Nous faisons référence, bien sûr, aux objectifs fixés au chapitre 30 de l'encyclopédie de sécurité et hygiène au travail.

FO Douane13 demande une cessation immédiate des attaques grossières et répétées dont sont, actuellement, victimes les agents du bureau de Marseille-Port. Non contente de faire passer, au forceps, un déménagement des effectifs dans un hangar perdu au milieu du port de Marseille, la hiérarchie locale s'est évertuée à démonter, du jour au lendemain, sans concertation préalable, toutes les avancées sociales péniblement acquises ces vingt dernières années.

Même si nous comprenons la nécessité de respecter certaines règles obligatoires, il est scandaleux de modifier, en catimini, avec application immédiate, les régimes de travail d'agents qui, quoi qu'on en dise, ne sont pas, dans leur immense majorité, des fainéants et des profiteurs. (référence à la légende urbaine).

Cette façon de procéder démontre, une fois de plus, le peu de cas fait de la réalité.

A une époque, pas si lointaine, cette même hiérarchie encourageait les dépassements d'horaires par soucis de service public !

« Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage. »

FO Douane13 dénonce ce double langage. Quand on affirme se préoccuper des conditions de vie au travail, la moindre des choses est de le démontrer par les faits ! Nous rappelons qu'il existe le dialogue social sensé permettre de trouver les solutions aux problèmes en évitant les tensions et les heurts.

FO-Insee13 ne peut accepter la baisse incessante des effectifs qui met en péril la santé des agents. En effet, comme le volume de travail reste constant dans sa globalité et demeure à effectuer dans les mêmes contraintes de temps, chaque agent voit son quota de travail s'accroître considérablement. Ce phénomène est source de stress, de fatigue et d'ambiance délétère dans les services.

La solution proposée par le Directeur précédent, d'abandonner certains travaux ou missions, n'est pas une décision propre à rassurer les agents.

Quid de leur avenir professionnel ?

Quid de la Direction Régionale de PACA ?

A cette augmentation des occupations dites "cœur de métiers" s'ajoute la multiplicité croissante de tâches administratives à réaliser par l'agent lui-même, qui va d'ailleurs s'intensifier avec la suppression récente de l'unité déplacement.

Du reste, à ce sujet, qui, de l'administration s'est inquiété du ressenti et de l'amertume des personnels très performants, très compétents et très investis de cette unité ?

STOP aux restructurations, aux restrictions d'effectifs, pourvoyeuses de souffrance au travail, de démotivation et de gâchis pour le service public !

Pour ce qui concerne le SINA, **FO-Insee13** souhaite que les trois agents affectés en renfort au site d'Aix bénéficient d'un bureau digne de ce nom et que la fréquence de leurs déplacements sur le site d'Aix ne soit pas dépendante des restrictions budgétaires. Les agents aixois, qui souffrent depuis des années du non remplacement des agents qui partent et de la spoliation de leurs missions, doivent percevoir un réel intérêt à leur situation.

Par ailleurs, **FO-Insee13** dénonce la présence d'amiante dans les locaux du site Menpenti. La quasi-totalité des bureaux du 1^{er} étage est concernée ainsi que certaines parties communes des deux niveaux. L'administration a signalé son existence par des affiches et affirme que le personnel ne court aucun risque. Vu l'état de certains murs contenant de l'amiante et vu l'inquiétude manifestée par le personnel concerné, **FO-Insee13** demande que les travaux soient réalisés en priorité et rapidement.

Les suppressions d'emplois sont, pour FO Finances13, l'origine essentielle de la dégradation des conditions de travail. C'est la raison pour laquelle, FO Finances13 attend des orientations fortes pour une autre politique avec une déclinaison concrète pour les actions Santé, Sécurité au travail.